

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

6 juillet 2017

## RENFORCEMENT DU DIALOGUE SOCIAL - (N° 19)

|              |  |
|--------------|--|
| Commission   |  |
| Gouvernement |  |

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° 34 (Rect)

présenté par

M. Hetzel, M. Marleix, M. Straumann, M. Quentin, M. Dive, M. Menuel, Mme Bazin-Malgras,  
M. Furst, M. Gosselin, M. Bazin, M. Rémi Delatte, M. Reiss, M. Pierre-Henri Dumont et  
M. Goasguen

-----

**ARTICLE ADDITIONNEL****APRÈS L'ARTICLE 2, insérer l'article suivant:**

La deuxième partie du code du travail est ainsi modifiée :

1° Le titre XI du livre III est abrogé ;

2° Le livre IV est ainsi modifié :

*a)* Le 20° de l'article L. 2411-1 est abrogé ;

*b)* La section 15 du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> est abrogée ;

*c)* Le 16° de l'article L. 2412-1 est abrogé ;

*d)* La section 16 du chapitre II du même titre I<sup>er</sup> est abrogée ;

*e)* Le 7° de l'article L. 2421-2 est abrogé ;

*f)* Le 8° de l'article L. 2422-1 est abrogé ;

*g)* Le chapitre X du titre III est abrogé.

---

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

La loi du 17 août 2015 n'a pas gagné le pari de la simplification et a même ajouté des nouvelles instances avec les commissions paritaires interprofessionnelles régionales dans les petites entreprises. Le présent amendement supprime cette disposition.